

DEPARTEMENT
DE L'AVEYRON
Arrondissement de
Villefranche de Rouergue

DECAZEVILLE COMMUNAUTE

DELIBERATION N° 2026/024 CONSEIL COMMUNAUTAIRE Séance du 5 février 2026

Conseillers en exercice :	31
Quorum	16
Conseillers présents :	17
Et Conseiller suppléé présent :	1
Conseillers représentés :	04
Date de convocation :	29/01/2026

Etaient présents : M. ANDRIEU Maurice, M. BALDIT Jean-Pierre, Mme CALMETTE Evelyne, M. CANTALOUBE Daniel, M. CAVAINAC Bruno, M. CAYRON Francis, Mme COUDERC Michèle, M. GINESTET Jean-Paul, Mme GRIALOU Marie-Claude, M. MARTY François, Mme MAZENQ Chantal, M. MAZET Pascal, Mme MURAT GUIANCE Marie-Hélène, Mme PLEINECASSAGNE Michèle, M. RAFFI Michel, M. REYNES Jean-Michel, Mme TEULIER Christine, Mme WENZKE Laurence.

Etaient absents et représentés : M. ALEXANDRE Laurent a donné procuration à Mme TEULIER Christine, Mme CUSSAC Anne-Marie a donné procuration à Mme MURAT GUIANCE Marie-Hélène, Mme DOUNET Corinne a donné procuration à M. CANTALOUBE Daniel, M. LADRECH Jean-Pierre a donné procuration à M. MAZET Pascal

Etaient absents et/ou excusés : M. PONS Gilles (*représenté par son suppléant M. GINESTET Jean-Paul*), Mme AGUIAR Virginie, M. ALONSO Alain, Mme ANGLARES Christine, M. AULANIER Lionel, M. DENOIT Jean-Louis, M. JOFFRE Roland, Mme JOSEPH EDMOND Michèle, M. SMAHA Romain, M. TIEULIE Pierre,

M. CAVAINAC Bruno est désigné en qualité de secrétaire de séance en application des articles L 5211-1 et L 2121-15 du code général des collectivités territoriales, assisté de 2 secrétaires auxiliaires.

OBJET : Approbation modification de droit commun n° 1 du PLUIH de Decazeville Communauté

Le conseil communautaire ;

VU le code de l'urbanisme,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12-2016-10-25-001 du 25 octobre 2016 portant fusion des Communautés de Communes du Bassin Decazeville Aubin et de la Vallée du Lot et portant création, au 1er janvier 2017, de DECAZEVILLE Communauté ;

VU l'arrêté préfectoral n° 12-2016-10-25-002 du 16 décembre 2016, portant composition du conseil communautaire de Decazeville communauté et l'arrêté préfectoral n° 12-2019-09-10-002 du 10 septembre 2019, constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI et leur répartition par commune membre ;

VU la délibération n° 2020/054 du 8 juin 2020 portant installation du Conseil Communautaire ;

VU la délibération n° 2020/055 du 8 juin 2020 du Conseil Communautaire portant élection du Président ;

VU le règlement intérieur approuvé par délibération n° 2020/179 du 5 novembre 2020 du conseil communautaire et modifié par délibération n° 2022/194 du 20 octobre 2022 du conseil communautaire ;

VU l'approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat par délibération du conseil communautaire approuvé par délibération du conseil communautaire du 11 mars 2021, modifié par délibération du conseil communautaire du 25 juillet 2024 dans le cadre d'une procédure de modification simplifiée n° 1,

VU le principe du lancement d'une procédure de modification de droit commun n° 1 approuvé par délibération du conseil communautaire n° 2023/086 du 25 mai 2023,

VU l'engagement de ladite procédure de modification de droit commun n° 1 approuvé par arrêté n° 2023/135 du 1^{er} juin 2023 par le Président de Decazeville Communauté,

VU la décision n° E25000155/31 en date du 29 août 2025 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse portant désignation d'un commissaire enquêteur et de son suppléant.

VU la prescription de l'ouverture d'une enquête publique de ladite procédure de modification de droit commun n° 1 approuvée par arrêté n° 2025/233 du 16 octobre 2025 par le Président de Decazeville Communauté,

Le Vice-président, M. Maurice ANDRIEU, rappelle que le Plan Local d'Urbanisme intercommunal valant Programme Local de l'Habitat de Decazeville Communauté (**PLUI-H**) a été **approuvé le 11 mars 2021**. Il a fait l'objet d'une 1^{ère} procédure de modification simplifiée approuvée le 25 juillet 2024.

Conformément aux dispositions des articles L 153-36 et suivants et L 153-41 et suivants du code de l'urbanisme, il fait l'objet d'une **1^{ère} modification de droit commun (MC 1)** avec enquête publique. Il est en effet apparu nécessaire d'apporter de nouveaux ajustements au PLUI-H pour prendre en compte les projets d'urbanisation et d'aménagement en vue de l'accueil de nouveaux habitants et d'entreprises à court terme.

Le **principe du lancement** de cette modification de droit commun n° 1 a été **acté par délibération du conseil communautaire** n° 2023/086 du 25 mai 2023. Y étaient également définis les objectifs poursuivis, ainsi que la procédure à suivre.

Par **arrêté** du Président de Decazeville Communauté n° 2023/135 du 1^{er} juin 2023, la **procédure de modification de droit commun n° 1 du PLUI-H a été engagée**. Les modalités de consultation des personnes publiques associées, des maires des 12 communes, de l'autorité environnementale ont fixé à 3 mois.

Par décision n° E25000155/31 en date du 29 août 2025, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Toulouse a désigné un commissaire enquêteur et son suppléant.

Par **arrêté** du Président de Decazeville Communauté n° 2025/233 du 16 octobre 2025, a été prescrite **l'ouverture d'une enquête publique** relative à cette **procédure**. L'objet de l'enquête publique a été détaillé, les conditions, dates et modalités d'enquête publique ont été arrêtés.

A. Rappel : les objectifs poursuivis dans le cadre de la 1^{ère} modification de droit commun du PLUI-H

La modification de droit commun n° 1 du PLUIH de Decazeville Communauté porte sur des évolutions ciblées avec des **objectifs poursuivis** regroupés sous **7 thématiques** et qui donnent notamment lieu à des adaptations des règlements écrits et graphiques, des orientations d'aménagement et de programmation, ainsi que des documents annexes et portent entre autres sur :

1. Des **modifications de zonages** en vue de : transformer des secteurs agricoles en secteurs agricoles protégés, transformer des secteurs N en sous-secteurs Nx0 et Nx1, transformer des zonages urbains, transformer des zonages Nh2-1 en zonage Nh1-1,...
2. Des **changements de périmètres** en vue de :
 - Faire évoluer les périmètres d'intervention communaux dans le Programme d'Actions et d'Orientations (POA) au titre de l'habitat sur la commune de Viviez,
 - Adapter les linéaires commerciaux et artisanaux protégés pour les communes de Decazeville et Aubin en vue de permettre le changement de destination des commerces en rez-de-chaussée.
3. Les **changements de destinations des bâtiments** à adapter notamment afin d'ajouter ou retirer des bâtiments pouvant changer de destination en zone A et N
4. Des **emplacements réservés** à ajouter, supprimer ou modifier
5. Des **évolutions des orientations d'aménagement et de programmation (OAP)**
6. Des **modifications du règlement écrit pour notamment** :
 - Toiletter le règlement :
 - Adapter les règles (*destination, nature des activités réglementées, pente de toiture, modalités d'urbanisation, distances d'implantations aux limites séparatives et aux voiries et emprises publiques, plantations, annexes, clôtures, orientation d'aménagements et de programmation, extensions, etc....*) et les palettes de couleurs (*nuancier*)
 - Restreindre les zones soumises à permis de démolir aux seuls périmètres définis par le code de l'urbanisme
7. Des **modifications diverses ou compléments** concernant notamment :
 - Mise à jour des cartes et documents relatifs aux risques de feux de forêts
 - Complément de l'arrêté préfectoral portant sur les obligations légales de débroussaillage

- Inventaire des zones humides réalisé par Syndicat Célé Lot Médian (*ajout de 69 secteurs Nzh en zone A et N*).
- Ajouts d'éléments des trames vertes et bleues suite à l'expertise menée par le bureau d'études Sire conseil (*BE ayant réalisé l'évaluation environnementale*) avec des éléments identifiés à protéger ; des éléments de paysages identifiés sur le document graphique tels que 76 arbres, 2 zones humides, 2 marres, 19 ripisylves, 46 haies bocagères, 41 alignements d'arbres.
- Mise à jour de l'arrêté de classement sonore des voies
- Servitude chemin de fer (T1) à actualiser

B. La consultation des personnes publiques associées et des maires

Ce projet a été soumis à **consultation des personnes publiques associées (PPA), de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (Mrae), ainsi que des maires des 12 communes** membres de la Communauté de Communes, à compter du 4 juillet 2025 et pour une durée de 3 mois. Le détail et les réponses reçues figurent au dossier adressé aux élus communautaires (*dossier PLUI-H et réponses reçues : 0.2 avis PPA et Mrae ; tableau de synthèse des avis reçus et des réponses apportées par Decazeville Communauté : suivi modification avant approbation ; rapport commissaire enquêteur*)

En synthèse, pour les 13 **personnes publiques associées** consultées pour avis :

- 4 ont donné un avis favorable ou un avis sans remarque ou sans observation :
 - Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF)
 - CCI de l'Aveyron
 - Chambre d'agriculture de l'Aveyron
 - Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)
- 4 ont formulé un avis favorable avec des observations et remarques ou un avis avec observations qui ont été reprises en tout ou partie et ont conduit à l'évolution du dossier :
 - DDT de l'Aveyron
 - PETR Centre Ouest Aveyron
 - Département de l'Aveyron
 - RTE
- 5 consultations ont fait l'objet d'un avis tacite au terme du délai imparti (*DREAL Occitanie, Région Occitanie, Unité Départementale de l'architecture et du patrimoine, chambre des métiers de l'Aveyron, SNCF*).

La **Mission Régionale d'Autorité Environnementale (Mrae Occitanie)** n'a pas émis d'observation dans le délai qui lui était imparti.

Enfin pour les **12 communes**, on note que : 2 communes n'ont pas émis d'observations particulières. 10 communes ont formulé des demandes d'évolutions.

C. Modalités et déroulement de l'enquête publique

A l'issue de cette consultation, les **modalités d'enquête publique** ont été définies par arrêté du Président de Decazeville Communauté n° 2025/233 du 16 octobre 2025. L'enquête publique a été réalisée à la fois sous forme dématérialisée et à l'appui de supports papier, afin de permettre au public de prendre connaissance du projet de modification et éventuellement **formuler ses observations et propositions**, selon les modalités suivantes :

- L'enquête publique s'est déroulée du lundi 10 novembre 2025 à 9h au mercredi 10 décembre 2025 à 17h inclus, soit 31 jours consécutifs.
- Un **dossier technique** sous **format papier** et un **registre d'enquête** papier côté et paraphé étaient à disposition du public dans chacun des 2 lieux suivants : au centre technique intercommunal à Decazeville, ainsi qu'en mairie de Livinhac-le-Haut, aux jours et heures habituels d'ouvertures,
- Un **dossier technique** sous format numérique et un **registre dématérialisé dédié à l'enquête publique** ont également été **mis à la disposition du public**, durant cette période. Ils étaient consultables sur le site internet de Decazeville Communauté (www.decazeville-communaute.fr), ainsi que via le registre numérique dédié (www.democratie-active.fr/mc1-pluih-decazeville-communaute). Ils étaient également consultables à partir d'un poste informatique mis à disposition du public à l'office du tourisme et du thermalisme de Decazeville. Les observations et propositions du public, transmises par voie électronique, étaient consultables sur le registre numérique.

- Les observations pouvaient également être formulées par message électronique via l'adresse dédiée « mc1-pluih-decazeville-communaute@democratie-active.fr » ou par courrier papier adressé au commissaire enquêteur, au siège de la communauté de communes ou lors des 4 permanences tenues par le commissaire enquêteur.

Le public a été régulièrement informé de l'enquête publique, par voies d'affichage et de publication dans la presse, ainsi que sur le site internet de Decazeville Communauté et le registre numérique dédié :

- **15 avis de mises à disposition du public** ont été affichés dans les 12 mairies, à l'office de tourisme et de thermalisme de Decazeville, au siège et au CTI (*centre technique intercommunal*) de Decazeville Communauté, ainsi que sur le site internet de la communauté de communes, à compter du 24 octobre 2025, et pendant toute la durée de l'enquête publique,
- Le public en a aussi été informé par **voie de presse** (*La dépêche et Centre Presse*) les 24 octobre 2025, 30 octobre 2025 et 12 novembre 2025.

a) Les observations du public

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public a pu faire ses observations et propositions :

Le commissaire enquêteur a examiné l'ensemble des observations déposées qui se répartit comme suit :

- 18 personnes se sont déplacées lors des 4 permanences pour rencontrer le commissaire enquêteur,
- 20 personnes ont déposé leurs observations et propositions via le registre numérique
- 2 personnes ont envoyé un courrier postal doublé,
- 18 observations ont été formulées sur les 2 registres papiers.

Les observations et propositions du public formulées sur le registre dématérialisé ou par adresse électronique dédiée ont été consultables sur le registre d'enquête publique dématérialisé. Elles ont également été annexées aux 2 registres papier.

Les observations et propositions du public reçues par voie postale, ou formulées sur les 2 registres papiers ont également été annexées au registre dématérialisé.

On relève par ailleurs notamment 839 téléchargements du dossier technique numérique et 623 visiteurs du site dédié.

b) Un avis favorable du commissaire enquêteur avec recommandation

A l'issue de l'enquête publique, le **commissaire enquêteur** a remis son **procès-verbal le 18 décembre 2025**, auquel la **communauté de communes** a répondu par un **mémoire en réponse** transmis le **31 décembre 2025 au commissaire enquêteur**. Ce mémoire établi par la Communauté de Communes portait notamment sur :

- La réponse aux observations et remarques des personnes publiques associées et des communes
- La réponse aux observations et remarques du public.

Ces éléments ont été repris dans le rapport, ainsi que dans les conclusions et avis du commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur a remis son **rapport**, ainsi que dans une présentation distincte, ses **conclusions motivées avec une recommandation** sur le projet soumis à enquête publique, le **9 janvier 2026**.

- « *La recommandation porte sur les moyens à mettre en œuvre lors de l'instruction et le suivi des autorisations d'urbanisme afin de concilier la densification des logements avec le bien-être et l'acceptabilité par les résidents, puis de s'assurer de l'efficacité des mesures qui visent à limiter l'imperméabilisation des sols et le ruissellement.* »

Le commissaire enquêteur a **complété cet avis favorable** avec recommandation et ses conclusions le **10 janvier 2026**.

Ces 3 éléments sont consultables sur le site internet de Decazeville Communauté.

D. Approbation de la modification de droit commun n° 1 du PLUIH de Decazeville Communauté

Considérant que la **procédure** de modification de droit commun a été menée dans les conditions prévues par la délibération du 25 mai 2023 et par arrêtés du Président de Decazeville Communauté n° 2023/135 du 1^{er} juin 2023 et du 16 octobre 2025 et au vu du dossier technique de PLUI-H adressé aux élus communautaires,

Considérant que les **objectifs poursuivis** dans le cadre de cette modification ont été **regroupés sous 7 thématiques détaillées** par délibération susvisée, que l'**arrêté** n° 2025/233 du 16 octobre 2025 est venu en **préciser le contenu**,

Compte tenu des **observations et propositions formulées par le public lors de l'enquête**, par les **communes** et les **personnes publiques associées**, ainsi que par le **commissaire enquêteur dans son rapport** et ses **conclusions**,

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes au projet soumis à enquête publique :

Ces évolutions sont notamment présentées dans les 2 documents de synthèse dénommés « 1-1 Notice explicative » (*en orange les modifications apportées suite à la consultation des personnes publiques associées et consultées, communes et de l'enquête publique*), et « 200067064_suivi modifications avant appro » joints au dossier technique de modification de droit commun n° 1 du PLUI-H adressé aux élus communautaires sous format numérique pour la séance du conseil communautaire du 5 février 2026.

– **Notice explicative** : justifications complémentaires ou rectifications apportées suite aux observations et remarques des personnes publiques associées

– **Règlement écrit :**

○ **Toutes zones du PLUIH :**

- Permettre d'accoler ou non les annexes à l'habitation principale
- Préciser les règles relatives aux ouvrages du réseau public de transport d'électricité et à leurs accessoires
- Compléter les règles de recul aux routes départementales qui s'appliqueront également aux installations, en complément des règles déjà applicables aux constructions

○ **Zone UC4 :**

- Étendre les destinations possibles en autorisant les sous destinations « logement » et « hébergement » en lieu et place de la seule destination « logement » actuellement prévue

○ **Zone Ux :**

- Autoriser uniquement l'extension des logements existants sans création de logements supplémentaires
- Prévoir la plantation d'1 arbre pour 5 places de stationnement, contre 1/10 initialement envisagé

○ **Zone AU1x :** supprimer la destination commerciale initialement envisagée et maintenir la possibilité de réaliser des constructions industrielles, artisanales et économiques

○ **Zones A et N :**

- Annexes à l'habitation : modification du mode de calcul de la hauteur des annexes calculée au faîte du toit et non à l'égout du toit
- Préciser les règles applicables aux projets photovoltaïques
- Compléter les règles relatives au recul par rapport aux RD à appliquer à toutes les constructions et pas uniquement aux habitations
- Maintenir les pentes de toitures à 25 % de pente minimum, non applicable exclusivement aux serres et tunnels de maraîchage,
- Prévoir des plantations en zone agricole protégée : La réalisation de ces plantations ne sera pas en alignement strict (*type "rideau" uniforme*) mais plutôt en massifs naturels et irréguliers ou en bosquets, pour une meilleure intégration dans le grand paysage.

– **Règlement annexes :**

○ **Emplacements réservés (ER) :**

- Suppressions : ER n° 21 à Aubin, ER n° 46 à Boisse Penchot, ER n° 94, 101, 103, 107 et 108 à Flagnac, ER n° 151 à Cransac-les-Thermes
- Modifications : ER n° 42 à Boisse-Penchot, ER n° 144 à Saint-Parthem

○ Ajout d'une **protection de patrimoine immobilier** (*Almont les Junies*)

○ Pour ce qui concerne les demandes de **changement de destination de granges**, les **10 nouvelles demandes** formulées au cours de l'enquête publique sur 7 communes ont toutes été retenues, ainsi que les deux demandes de rectifications de noms de lieudits ou d'adresse sur 2 communes (*Saint-Santin et Bouillac*).

Pour rappel, 174 granges ou bâtiments sont déjà repérés au PLUIH approuvés et peuvent déjà faire l'objet d'une demande de changement de destination des locaux. 20 bâtiments supplémentaires avaient été initialement retenus dans le cadre du dossier soumis à enquête publique, portant ainsi à 30 bâtiments nouveaux à référencer dans le PLUIH modifié.

– **Règlement graphique :**

- Modifier un zonage Nh2-1 vers un zonage Nh1-1 à Aubin

- Modifier un zonage urbain UI vers un zonage Uc4 et N pour permettre la réalisation d'un établissement d'accueil non médicalisé sur la commune de Decazeville et prendre en compte des remarques environnementales formulées au cours de l'enquête par le public et par le commissaire enquêteur
- **Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) :**
 - OAP n° 6 Fontvergnès à Decazeville : élargir les destinations autorisées (*habitation et touristique*),
 - OAP n° 8 à Firmi : compléter la planche en matérialisant l'accès existant sur la RD 513, seul accès autorisé par le gestionnaire de voirie sur cette RD,
 - OAP 17 Banel à Aubin et OAP 18 Le Vergnas à Saint Parthem et Saint Santin) : limiter les destinations de ces deux OAP aux activités économiques et industrielles et retirer la destination commerciale initialement envisagée afin de mettre en cohérence les différents documents du PLUIH.
- **Servitudes :**
 - Mises à jour des servitudes liées aux ouvrages de transport d'électricité
 - Suppression du périmètre des Abords sur Decazeville
 - Cartographie eau potable complétée pour la commune de Viviez

Il est toutefois à noter que sur les différentes observations ou propositions formulées par le public, **certaines ne sont pas recevables**, soit parce qu'elles relèvent **d'une procédure de révision** (*changement de zonage A ou N vers U*), soit d'une **thématique qui n'a pas été identifiée** lors du lancement de la procédure et qui pourrait être étudiée lors de la prochaine révision.

De même, il est proposé d'étudier les remarques ou observations formulées par les personnes publiques associées et certaines communes (*PETR, Département de l'Aveyron, périmètre des abords*) non retenues dans le cadre de la procédure en cours, lors de la prochaine évolution du PLUI-H. Le détail est présenté dans le rapport du commissaire enquêteur, joint en annexe au dossier adressé aux élus communautaires.

Les modifications proposées tiennent donc compte des résultats de l'enquête publique, sont pour la plupart minimales et ne remettent en cause ni l'économie générale du projet, ni le parti pris d'aménagement de la Communauté de Communes, ni le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ou la compatibilité du PLUi avec les documents supérieurs. Elles sont recevables dans le cadre d'une procédure de modification de droit commun, telle que prévue par le code de l'urbanisme.

Ainsi, au vu de l'ensemble des éléments précédemment présentés, des résultats de l'enquête publique et des évolutions apportées au dossier de modification de droit commun n° 1, il est proposé aux élus communautaires de se prononcer par délibération afin d'approuver le projet de modification de droit commun n° 1, tel que modifié pour intégrer les avis émis et les observations du public recevables dans le cadre de cette procédure, ainsi que les deux rapports et conclusions du commissaire enquêteur joints en annexe, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et avec les ajustements précédemment exposés.

Le conseil communautaire est invité à en délibérer.

L'exposé du Vice-président, M. Maurice ANDRIEU, entendu et après en avoir délibéré, les membres du Conseil communautaire, réunis le 5 février 2026, dans les locaux des services techniques de la Communauté de communes, salle du Puy de Wolf, sous la présidence de M. François MARTY, décident à l'unanimité des membres présents, représentés et suppléés (18 voix Pour et 4 abstentions) :

- **D'approuver la modification de droit commun n° 1 du plan local d'urbanisme tel qu'annexée à la présente avec prise en compte des modifications ci avant énoncées,**
- **D'autoriser le Président ou son représentant à mettre en œuvre l'exécution de cette délibération, et à signer tous documents y afférents.**
- **La présente délibération fait l'objet d'un affichage durant 1 mois au siège de la Communauté de Communes, dans les 12 communes membres et mention en sera portée dans un journal diffusé dans le département, et d'une publication au registre des délibérations. Elle sera également publiée sur le portail national de l'urbanisme**
- **La présente délibération est tenue à disposition du public au centre technique intercommunal à Decazeville, dans les mairies des 12 communes membres de Decazeville Communauté, ainsi que sur le site internet de Decazeville Communauté,**

- Elle est transmise à Mesdames et Messieurs les Maires des 12 communes membres de Decazeville Communauté, à Madame la Préfète de l'Aveyron, à Monsieur le Président du PETR Centre Ouest Aveyron chargé du suivi du schéma de cohérence territoriale (SCOT), à Messieurs les représentants des chambres consulaires (des métiers et de l'artisanat, du commerce et de l'industrie, de l'agriculture),

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.

Ont signé au registre des délibérations les membres présents.

Pour extrait conforme,

Le Président de Decazeville Communauté,




François MARTY

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L 5211-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Délais et voies de recours : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Toulouse territorialement compétent, situé 68, rue Raymond IV, B.P. 7007, 31068 Toulouse Cedex 07, dans le délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification (*articles R 421-1 et suivants du code de justice administrative*). Le tribunal peut être saisi par courrier ou via l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <http://www.telerecours.fr>

Un recours gracieux peut également être exercé contre cet acte auprès de l'auteur de l'acte. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Toutefois, le silence gardé pendant deux mois sur une réclamation vaut décision implicite de rejet (*article R 421-2 du code de justice administrative*).

